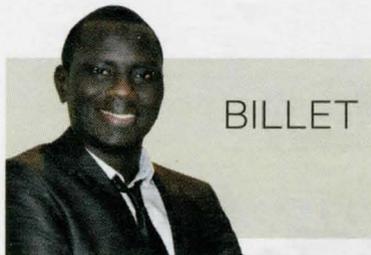


Les échos du continent



BILLET

Safall Fall
s.fall@leseco.ma



«Diaspor-à-fric»

Ce n'est certes pas une grande découverte en soi, mais sa mise en évidence n'a sans doute pas manqué de provoquer quelques sueurs froides dans le dos de tout acteur engagé au (re)décollage économique du continent. «*Les migrants africains pourraient économiser 4 milliards de dollars par an sur les frais d'envois de fonds, si le coût des envois de fonds était abaissé à 5%, contre 12,4% actuellement*», selon la Banque mondiale. Une situation de fuites réelles de capitaux, au moment où le continent devrait peut-être en avoir le plus besoin comme si celle des cerveaux ne suffisait pas. Ce constat laisse en tout cas entrevoir deux principales lacunes dans les politiques de gestion de cette autre économie... émigrée. La première – et d'ailleurs la plus en exergue aux yeux de l'opinion publique – est liée au véritable dictat commercial imposé par les acteurs mondiaux des transferts d'argent à destination de l'Afrique. Le continent est la destination la plus chère au monde dans le secteur des transferts d'argent. Un record qui va complètement à contre-sens des volontés affichées ça et là de donner – enfin – à l'Afrique sa chance, après plusieurs siècles de «second rôle» sur la scène économique mondiale. Je pense que, sur ce point, les politiques africaines, dans leur rôle de régulateur, et les opérateurs économiques occidentaux du secteur des transferts de fonds, devraient accorder leur violon et trouver les voies et moyens à mettre en œuvre pour optimiser et surtout réduire la pression du coût sur le volume de ces envois. Une bonne volonté politique suffirait pour commencer. Cela mène sans transition au second aspect de ce sujet. Il est relatif à l'apport important de cette manne aux économies destinataires. L'idée est de faire de ces capitaux transférés de réels investissements pour des projets à valeurs ajoutées multiples (création d'emplois et de revenus, rôle complémentaire aux investissements publics, etc...).

Transferts. 3^e appel à propositions de la BAD

C'est le 28 février prochain que la Banque africaine de développement (BAD) devrait clôturer le 3^e appel à propositions du Fonds de migration et de développement (FMD). Ce projet vise à financer des moyens nouveaux et innovateurs en vue de réduire le coût des transferts dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Les autres pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) seront considérés au cas par cas. Le montant des subventions sera compris entre 350.000 euros et 500.000 euros par projet. Le FMD est une initiative conjointe de la BAD, du ministère français de l'Intérieur, d'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, du Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA) et de l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Le Fonds vise à promouvoir et soutenir les initiatives locales et celles de la diaspora afin d'améliorer la connaissance des flux, réduire le coût des transferts, optimiser l'utilisation des ressources transférées et soutenir le développement local dans les pays d'origine des migrants.

Le patronat camerounais à l'école de la RSE

Le Groupement interpatronal du Cameroun (GICAM) et l'Institut Afrique RSE (IARSE) organisent du 5 au 7 mars 2013, au siège du GICAM à Douala, une formation innovante sur la Responsabilité sociale des entreprises (RSE) en Afrique. Il s'agit de la mise en œuvre de l'une des recommandations du Manifeste de Douala sur la RSE en Afrique, adopté en novembre 2011, lors de la première édition du forum international des pionniers de la Responsabilité sociale des entreprises en Afrique. Cette importante manifestation était organisée par GICAM et IARSE, avec le soutien institutionnel de la Commission de l'Union africaine pour le droit international, de cités et gouvernements unis locaux d'Afrique et du Bureau international du travail. Après la formation des dirigeants d'entreprises, le renforcement des capacités des cadres des entreprises africaines est indispensable pour passer de la stratégie définie par les leaders visionnaires à des changements structurels dans le management.